

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 18/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SAINT-GOBAIN ABRASIFS**

Rue de l'Ambassadeur  
78700 Conflans-Sainte-Honorine

Code AIOT : 0006503241

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement SAINT-GOBAIN ABRASIFS implanté Rue de l'Ambassadeur à CONFLANS-SAINT-HONORINE (78700). L'inspection a été annoncée le 14/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAINT-GOBAIN ABRASIFS
- Rue de l'Ambassadeur 78700 CONFLANS-SAINT-HONORINE
- Code AIOT : 0006503241
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Saint Gobain Abrasifs exploite, sur le territoire de la commune de Conflans Ste Honorine, une usine de fabrication d'abrasifs appliqués sur papier ou toile de différentes formes (disques, bandes, rouleaux, ...).

Ses activités relèvent du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des ICPE et de la directive européenne n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite IED, au titre de la rubrique 3670 (Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques).

Les principaux enjeux du site sont liés à la présence de substances toxiques et/ou combustibles et d'une TAR pour la vaporisation potentielle de legionella pneumophila.

### **Contexte de l'inspection :**

L'installation de Saint Gobain Abrasif située à Conflans-Sainte-Honorine, abrite une tour aéroréfrigérante (TAR) permettant le refroidissement des eaux industrielles du site. Cet équipement est classé au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées.

La TAR a fait l'objet d'un contrôle de l'inspection en date du 1<sup>er</sup> février 2024.

Les non-conformités constatées à cette occasion, ont amené l'inspection a proposé à Monsieur le Préfet, un arrêté préfectoral de mise en demeure, daté du 20 mars 2024, sur huit points, qui concernent l'exploitation de la TAR.

Par ailleurs, la TAR fait l'objet d'analyses réglementaires mensuelles pour prévenir la présence non désirée de legionella pneumophilla : un dépassement de Legionella Pneumophila à 100 000 UFC/litre a été révélé par les résultats d'analyse sur le prélèvement du 17 octobre 2024.

L'inspection du 28 janvier 2025 a pour but de contrôler le retour à la conformité quant aux prescriptions relatives à la TAR et à son classement avec la rubrique 2921, ainsi que la prise en compte du dépassement et les améliorations générées par cet évènement.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Prévention légionellose : Arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 mars 2024
- Dépassement Legionella Pneumophila à 100 000 UFC/litre du 17 octobre 2024

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Analyse méthodique des risques	AP de Mise en Demeure du 20/03/2024, article 1	Sans objet
2	Procédures arrêt et redémarrage	AP de Mise en Demeure du 20/03/2024, article 2	Sans objet
3	Plan d'entretien	AP de Mise en Demeure du 20/03/2024, article 3	Sans objet
4	Stratégie de traitement	AP de Mise en Demeure du 20/03/2024, article 4	Sans objet
5	Surveillance légionella pneumophila	AP de Mise en Demeure du 20/03/2024, article 5	Sans objet
6	Procédure de nettoyage	AP de Mise en Demeure du 20/03/2024, article 6	Sans objet
7	Plan de surveillance	AP de Mise en Demeure du 20/03/2024, article 7	Sans objet
8	Résultat d'analyse : legionella pneumophila	AP de Mise en Demeure du 20/03/2024, article 8	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite du constat des non-conformités en lien avec la présence sur site d'un circuit de TAR, il a été mis en œuvre un arrêté préfectoral de mise en demeure daté du 20 mars 2024, basé sur l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 au titre de la rubrique 2921 pour les « installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle ».

L'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires pour assurer le retour à la conformité quant à l'exploitation de cet équipement. Il a par ailleurs, tiré parti dans les documents administratifs et sur ses actions quotidiennes d'exploitation de la TAR, des conséquences du dépassement constaté sur le prélèvement d'eau de la TAR du 17 octobre 2024.

L'exploitant doit poursuivre **un suivi attentif de sa TAR** pour garantir une gestion optimisée, et sécurisée de son installation en vu de maintenir sous les seuils de dépassement la présence de legionella pneumophilla. Cette gestion passe par la mise à jour des documents supports à l'exploitation de la TAR.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Analyse méthodique des risques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 20/03/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Analyse méthodique des risques (22)
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1 : La société Saint Gobain Abrasifs est mise en demeure, pour ses installations exploitées rue de l'Ambassadeur à Conflans-Sainte-Honorine (78700), de respecter, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.7.I.1.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé, en révisant l'analyse méthodique des risques (AMR) conformément à la périodicité fixée.  Sur article 3.7.I.1.a Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...] En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise mensuellement des analyses sur les prélèvements d'eau effectués sur sa TAR. Sur le prélèvement, effectué le 17 octobre 2024, il a été constaté un dépassement à 100 000 UFC/L de legionella pneumophilla. Lors de cet évènement, l'exploitant a suivi les protocoles adaptés à un dépassement de plus de 100 000 UFC/l, avec arrêt de la TAR et mise en œuvre des actions répertoriées dans la procédure N°1, intitulée : « 1 DÉPASSEMENT LEGIONELLA PNEUMOPHILA SUPERIEUR A 100 000 UFC/l ». Conformément à l'arrêté du 14 décembre 2013 visé ci-dessus, l'exploitant a remis le rapport global d'incident par mail du 30 janvier 2025, qui détaille chronologiquement les constats et l'analyse des

causes possibles, les actions, les conclusions et adaptations des procédures pour prévenir un nouveau dépassement.

En complément, l'exploitant détaille en séance, les travaux d'amélioration de sa TAR et notamment lors de l'arrêt complet de la TAR au mois d'août 2024, la modification de la tuyauterie afin de neutraliser certains bras morts présents sur l'équipement.

Par mail du 30 janvier 2025, l'exploitant a fourni une nouvelle Analyse méthodique des risques (AMR) qui reprend notamment les conclusions liées au dépassement du 17 octobre 2024.

C'est la 3ème révision de l'AMR, elle est datée du 29 janvier 2025.

L'inspection constate le respect du point n° 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 mars 2024 .

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Procédures arrêt et redémarrage

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 21/03/2024, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Procédures arrêt et redémarrage de l'installation (23)

### **Prescription contrôlée :**

Article 2 : La société Saint Gobain Abrasifs est mise en demeure, pour ses installations exploitées rue de l'Ambassadeur à Conflans-Sainte-Honorine (78700), de respecter, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.7.I.1.c de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé, en mettant à jour les procédures de gestion des périodes d'arrêt et de redémarrage de l'installation selon les conclusions de l'AMR.

Sur article 3.7.I.1.c : Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : (...)

- procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation ; (...)

### **Constats :**

Par mail du 30 janvier 2025, l'exploitant a transmis les documents intitulés : « procédure n° 5 sur l'arrêt prolongé de la TAR », « procédure n° 6 sur l'arrêt immédiat de la TAR » et « procédure n° 12 sur le redémarrage de la TAR ». Ceux-ci détaillent chacun pour les objectifs poursuivis, la conduite à tenir en cas d'arrêt ou de redémarrage et les actions à mettre en oeuvre.

L'inspection constate le respect du point n° 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 mars 2024 .

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Plan d'entretien

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 22/03/2024, article 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Plan d'entretien MAJ avec dernière AMR (24)

### **Prescription contrôlée :**

Article 3 : La société Saint Gobain Abrasifs est mise en demeure, pour ses installations

<p>exploitées rue de l'Ambassadeur à Conflans-Sainte-Honorine (78700), de respecter, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.7.I.1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé, en mettant à jour le plan d'entretien définissant les mesures préventives contre le risque de prolifération de légionelles selon les conclusions de l'AMR.</p> <p>Sur article 3.7.I.1 : (...) Sur la base de l'AMR sont définis : [...]</p> <p>- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; [...]</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par mail du 30 janvier 2025, l'exploitant a remis le plan d'entretien et de maintenance préventive. Celui-ci est intégré à la dernière version de l'AMR qui date du 29 janvier 2025 et tient compte des conclusions relatives au dépassement constaté sur le prélèvement du 17 octobre 2024.</p> <p>L'inspection constate le respect du point n° 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 mars 2024 .</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Stratégie de traitement

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 23/03/2024, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie de traitement / MAJ des noms des produits utilisés (25)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 4 : La société Saint Gobain Abrasifs est mise en demeure, pour ses installations exploitées rue de l'Ambassadeur à Conflans-Sainte-Honorine (78700), de respecter, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.7.I.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé, en formalisant et actualisant la stratégie de traitement appliquée contre le risque de prolifération de légionelles, en mettant notamment à jour la dénomination commerciale des produits utilisés.</p> <p>Sur article 3.7.I.2 : Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Par mail du 30 janvier 2025, l'exploitant a remis le document intitulé « stratégie de traitement TAR SGA Conflans ».</p> <p>Celui-ci intègre les noms des produits servant à la gestion des eaux de la TAR dont le biocide oxydant et biodispersant : <b>AQUALEAD BC 16 vC</b> ainsi que le biocide oxydant : <b>SPECTRUS OX 1201</b>. Ces deux produits sont ceux qui ont été rencontrés lors de la visite du site du 28 janvier 2025, sur la zone de stockage des produits de traitement destinés à la TAR .</p> <p>Le document justifie de l'utilisation et des modalités de traitement de ces produits pour l'équipement de refroidissement.</p> <p>L'inspection constate le respect du point n° 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 mars 2024 .</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Surveillance légionella pneumophila

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/03/2024, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Surveillance légionella pneumophila(26)</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 5 : La société Saint Gobain Abrasifs est mise en demeure, pour ses installations exploitées rue de l'Ambassadeur à Conflans-Sainte-Honorine (78700), de respecter, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 5.1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé, en appliquant la disposition réglementaire en matière de prélèvements d'eau, notamment par la mise en place d'une surveillance en légionella pneumophila et en matière en suspension.</p> <p>Sur article 5.1 :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure, totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont relevées mensuellement et le résultat est enregistré et consigné dans le carnet de suivi.</p> <p>Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, et exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p> <p>L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Legionella pneumophila &lt; seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ;</li> <li>- matières en suspension &lt; 10 mg/l.</li> </ul> <p>La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle.</p> <p>En cas de dérive d'au moins l'un de ces indicateurs, des actions correctives sont mises en place et une nouvelle analyse en confirme l'efficacité dans un délai d'un mois. L'année qui suit, la mesure de ces deux paramètres est réalisée deux fois, dont une pendant la période estivale.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

A la demande de l'inspection, l'exploitant a remis par mail du 30 janvier 2025, les derniers résultats d'analyses mensuelles sur l'eau prélevée sur les points de rejets spécifiques à la surveillance de legionella pneumophilla.

Pour les prélèvements effectués les 9 et 16 janvier 2025, les analyses ont affiché les teneurs en matière en suspension ; celles-ci étaient inférieures dans les deux cas, au seuil maximum de 10 mg/l.

Ce paramètre semble repris dans le formulaire-type en support du rapportage sur les analyses mensuelles, remis à l'exploitant par le prestataire en charge des analyses legionella.

Par mail du 26 février 2025, l'exploitant a détaillé les informations ci-après :

- les dispositifs de mesure, et totalisateurs de la quantité d'eau prélevée qui sont répartis en compteurs pour l'eau de forage utilisée pour la TAR et via un débitmètre pour un apport d'eau de ville éventuel (l'exploitant précise qui n'a pas été utilisé d'eau de ville en appoint depuis plus d'un an). L'exploitant a transmis une copie d'écran du carnet de suivi des consommations d'eau qui sont relevées chaque jour.

- les raccordements à l'eau de forage, à l'eau de ville et en sortie du bassin de récupération des eaux du site sont tous munis de clapets anti-retour ; l'exploitant a fourni un schéma de l'implantation des clapets reporté sur le synoptique du circuit de refroidissement.

Remarques :

L'inspection rappelle l'importance de la circulation de l'information, entre exploitant d'une TAR et son prestataire en charge des analyses de l'eau prélevée, quant aux analyses intermédiaires qui précèdent les résultats définitifs sur les prélèvements.

Ceux-ci permettent d'anticiper la présence de concentration anormale de legionella pneumophilla.

Il est vivement recommandé d'établir avec le prestataire des retours d'information systématiques sur les résultats d'analyses intermédiaires.

L'exploitant s'est engagé à améliorer son protocole d'échange avec son prestataire dans ce sens.

L'inspection constate le respect du point n° 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 mars 2024 .

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 6 : Procédure de nettoyage

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 25/03/2024, article 6

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Procédure de nettoyage(27)

### **Prescription contrôlée :**

Article 6 : La société Saint Gobain Abrasifs est mise en demeure, pour ses installations exploitées rue de l'Ambassadeur à Conflans-Sainte-Honorine (78700), de respecter, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3.7.I.2.c de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé, en formalisant une procédure de nettoyage détaillée à laquelle les conclusions de l'AMR devront être intégrées le cas échéant, ainsi qu'un rapport de suivi des opérations réalisées pour le nettoyage (de préférence avec photos).



<p>Sur article 3.7.I.2.c : Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par mail du 30 janvier 2025, l'exploitant a transmis le document intitulé : « Procédure de nettoyage de la TAR » daté du 28 janvier 2025.</p> <p>Par ailleurs, il a également remis, une attestation de nettoyage de son prestataire pour le nettoyage de la cuve réalisé le 12 décembre 2024.</p> <p>L'inspection constate le respect du point n° 6 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 mars 2024 .</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Plan de surveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/03/2024, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Plan de surveillance MAJ avec dernière AMR</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 7 : La société Saint Gobain Abrasifs est mise en demeure, pour ses installations exploitées rue de l'Ambassadeur à Conflans-Sainte-Honorine (78700), de respecter, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 2.5.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé, en formalisant un plan de surveillance des installations actualisé des conclusions de l'AMR à venir, notamment concernant la définition de nouveaux points de prélèvements pour renforcer la surveillance de l'installation.</p> <p>Sur article 2.5.2 :3. Surveillance de l'installation</p> <p>Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action.</p> <p>Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.</p> <p>L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et</p>

des impacts de l'installation sur l'environnement.[...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par mail du 26 février 2025, l'exploitant a transmis un plan de surveillance dont la dernière révision est datée du 20 décembre 2024, et fait suite à la mise à jour de la dernière révision de l'AMR. Ce document intègre également les conclusions relatives au dépassement constaté sur le prélèvement du 17 octobre 2024.</p> <p>Par mail du 30 janvier 2025, l'exploitant a transmis le document intitulé « identification des points de prélèvement pour la surveillance de la TAR : celui-ci décrit les points de rejet de la TAR et la justification des choix d'implantation. Celui-ci contient les photos des points de rejet qui sont signalés par un marquage. Les marquages ont été vus lors de la visite de site.</p> <p>L'inspection constate le respect du point n° 7 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 mars 2024 .</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Résultat d'analyse : legionella pneumophila**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/03/2024, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Résultat d'analyse/nouveaux points de prélèvement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 8 : La société Saint Gobain Abrasifs est mise en demeure, pour ses installations exploitées rue de l'Ambassadeur à Conflans-Sainte-Honorine (78 700), de respecter, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 2.5.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé, en intégrant pour la prochaine analyse en légionella une mesure dans le bassin, au point habituel et en aval de la dispersion.</p> <p>Sur article 2.5.2[...]</p> <p>La fréquence des prélèvements et analyses des legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la consultation de la plateforme de Gestion Informatisée des Données de l'Auto-surveillance Fréquente (GIDAF), le jour de l'inspection, pour le site de Saint Gobain, il apparaît que l'exploitant réalise une analyse mensuelle depuis au moins février 2024 : Les résultats sont déposés à intervalles réguliers sur la plateforme de recueil des résultats sous le cadre de suivi dénommé « Restitution légionelles ».</p> <p>Il est à noter que le dépassement sur prélèvement du 17 octobre 2024 apparaît en anomalie, sur l'outil GIDAF de collecte des résultats d'analyse faites par les installations classées. La saisie des données est conforme aux prescriptions réglementaires.</p> <p>L'inspection constate le respect du point n° 8 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 20 mars 2024 .</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite